



HAL
open science

Les nombres et les émotions comme outils de gouvernement de la pandémie

Emmanuel Didier

► **To cite this version:**

Emmanuel Didier. Les nombres et les émotions comme outils de gouvernement de la pandémie. Puissance et impuissance du nombre, 2023, 978-2-8031-0883-1. hal-04326332

HAL Id: hal-04326332

<https://cnrs.hal.science/hal-04326332>

Submitted on 6 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quantodémie : les nombres et les émotions comme outils de gouvernement de la pandémie

Emmanuel Didier, Septembre 2021

Biographie

Emmanuel Didier est sociologue, directeur de recherche au CNRS, membre du Centre Maurice Halbwachs (ENS et EHESS) et directeur du programme Médecine-Humanités de l'ENS. Il est membre du Conseil consultatif National d'Éthique. Il est spécialiste de socio-histoire de la quantification et travaille maintenant sur la santé numérique.

Résumé

La pandémie de Covid-19 a été accompagnée par une avalanche de nombres qui joué un rôle d'outil de gouvernement souvent étudié dans la littérature, avec la spécificité qu'ils ont été articulés à des émotions. Le nombre de morts a été associé à la peur, le nombre de vaccinés à l'espoir et le seuil de 100 000 morts construit comme symbole. Nous étudions la façon dont ces nombres, souvent pensés comme des synonymes d'objectivité, peuvent néanmoins être en même temps des vecteurs émotionnels, et comment cela permet de repenser les méthodes de gouvernement d'une société en situation de crise.

Table des matières.

Quantodémie : les nombres et les émotions comme outils de gouvernement de la pandémie	1
.....	1
Introduction.....	2
1. Politique du nombre de mort.....	3
2. Les performances de la politique de vaccination.....	8
3. 100 000 morts.	13
3.1 – Le nombre fait peur.....	16
3.2 – Le nombre endeuille.....	16
3.3 – Le nombre engendre de la colère.	17
3.4 – Le nombre suscite le désir de rendre hommage.....	17
Conclusion	18
Bibliographie	19

Introduction

La pandémie de Covid apparue fin 2019 a souvent été symbolisée en occident par les masques qui se sont mis à couvrir nos visages et ainsi à peupler l'espace public. Mais cet accoutrement a frappé les esprits parce que nous avons la mémoire courte. Le lien entre le masque et les épidémies est peut-être aussi ancien que ces dernières. Un exemple parmi tant d'autres est cette petite sculpture de cire (93x76x49cm) de Gaetano Zumbo datant de la fin du XVIIème siècle représentant l'épidémie de peste qui frappa Naples en 1656. Le seul personnage encore vivant, au milieu d'un amoncellement de morts, porte un masque blanc sur le visage. Il ne craint pas les microbes, bien entendu car ce serait un anachronisme, mais les odeurs. Depuis la Renaissance au moins, la mort est associée à la puanteur ; a fortiori, les accumulations de morts comme celle qui est ici représentée, puaiant, de telle sorte que l'on se couvrait le nez. Cette association entre épidémie, accumulation de cadavres et masques est très classique¹.

La pandémie que nous sommes en train de traverser a certes été associée au masque, mais pas à des entassements aussi morbides. Ces derniers ont été remplacés dans l'espace public par ... des tableaux de chiffres – et heureusement serait-on tenté de penser - : nombre de personnes contaminées, nombre de personnes hospitalisées, nombre de personnes décédées, nombre de personnes vaccinées, etc. Les nombres ont été diffusés, reproduits, cités, exposés utilisés partout. Les montagnes de chiffres ont remplacé les montagnes de morts, atteignant des niveaux qui n'avaient probablement jamais été atteint auparavant. En effet, un retour sur la pandémie de grippe de Hong Kong de 1968, qui a pourtant fait des ravages, montre qu'au contraire, peu d'efforts avaient été faits pour quantifier son évolution². C'est ainsi qu'une spécificité de la pandémie virale du Covid 19, peut-être peu visible mais capitale, est d'avoir été accompagnée d'une épidémie de nombres, d'une « quantodémie ».

Si les images d'accumulations de cadavres, dans leur horreur, poussaient la population à se repentir de fautes supposées avoir causé une punition divine, les nombres ont permis un type de gouvernement des humains en temps de pandémie et du virus très différent. Il est maintenant admis que les nombres ne sont pas de simples descripteurs de la société, mais qu'ils ont aussi et en même temps une puissance propre qui leur permet de participer au gouvernement de ces sociétés, et donne un tour spécifique à ce gouvernement. Ils ont une histoire singulière qui, d'ailleurs, les a rendu aujourd'hui massivement utilisés pour gouverner, sont produits selon des méthodes spécifiques, qui en font des outils ayant des effets eux aussi spécifiques (Porter 1995; Desrosières 2000; W. N. Espeland 1998; Emmanuel Didier 2021). La question que nous voudrions traiter ici est celle de savoir comment, exactement, cette puissance a opéré dans le cas de la pandémie. Quel a été le mode d'action spécifique aux nombres comme outil de gouvernement d'une pandémie ?

La réponse que nous proposons d'apporter peut paraître contre-intuitive : si les nombres ont si bien servi à gouverner (même s'ils n'ont pas toujours permis d'atteindre les objectifs),

¹ Je dois ces remarques à Nadeije Laneyrie-Dagen.

<https://savoirs.ens.fr/expose.php?id=3970>. Je voudrais aussi remercier Javier Moscoso qui m'a généreusement introduit aux études sociales des émotions.

² Il y a très peu de littérature sur cet épisode, mais on regardera avec beaucoup de profit le documentaire *69, année pandémique*, de Sylvie Deleule.

<https://www.decoupages.fr/videos/documentaires/69-annee-pandemique/>

c'est qu'ils ont été articulés au contrôle des émotions que la maladie a suscitées. Attention, il ne s'agit pas ici de répéter que le nombre est une production objective et qu'à ce titre il a permis de sortir du monde des émotions et, enfin, de gouverner rationnellement (Stapleford 2009). Ce n'est pas du tout notre propos. Au contraire, les sciences sociales des émotions, très actives depuis une vingtaine d'année, ont montré de façon définitive qu'il n'y a pas du tout exclusion de l'émotion et du gouvernement rationnel, mais au contraire interpénétration, articulation, complémentarité entre les deux (Reddy 2001; Marcus 2008; Blondiaux et Traïni 2018). Nous voudrions montrer ici comment cet alliage a été opérée au moyen des chiffres épidémiologiques, ce qui, à notre connaissance a été très peu travaillé. Espeland (2016) fait exception dans le mesure où elle s'est intéressée aux émotions associées aux classements, mais elle s'intéresse à des contextes managériaux, éloignés des politiques publiques. Le terrain épidémique nous permettra ainsi que mieux comprendre comment nombres et émotion s'articulent dans le cadre d'une politique démocratique. Pour ce faire nous allons analyser trois moments différents de la pandémie. Pour chacun, nous chercherons à déterminer quels furent les nombres jugés cruciaux et se trouvant au centre du débat public, quelles émotions les accompagnaient, et comment ces nombres et ces émotions étaient politiquement articulées les uns aux autres. Ces trois périodes sont, premièrement le début de l'année 2020, après que le premier confinement a été décrété ; deuxièmement, le début de l'année 2021 lorsque la campagne vaccinale a commencé et enfin avril 2021 lorsque le 100 000ème mort du Covid en France a été atteint. Pour mémoire, voici un bref rappel de la chronologie de l'épidémie et les principales politiques associées en France.

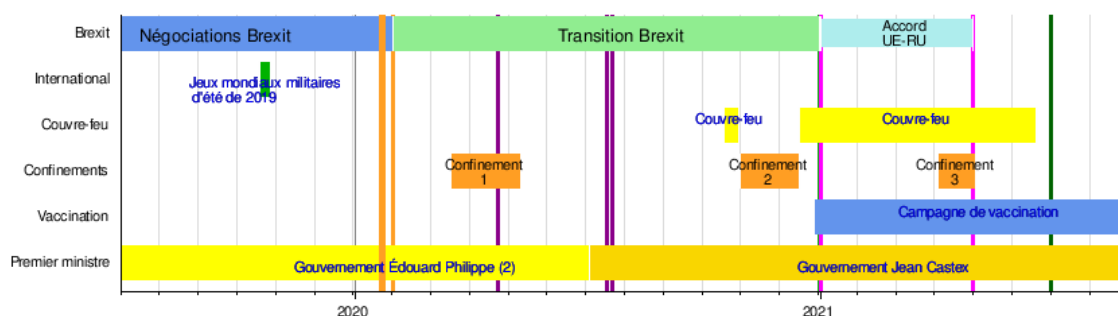


Fig 2 : Chronologie de la crise Covid en France. Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Chronologie_de_la_pand%C3%A9mie_de_Covid-19_en_France

1. Politique du nombre de mort.

Pourquoi a-t-il été si important de « sauver les vies » du Covid-19 en décrétant le couvre-feu le 17 mars 2020 ? Ce choix social s'est imposé avec une telle évidence que la population a accepté de renoncer à la plupart des libertés publiques, dont celle de réunion et d'aller et venir, que l'économie a été presque complètement mise à l'arrêt et s'est enfoncée dans des abysses et, tout ceci, presque sans critique. Pourquoi la valeur des vies individuelles l'a-t-elle emporté sur les libertés ? Sur l'économie ? Sur le débat démocratique ? La vie humaine est évidemment une valeur éminente, et qui mérite d'être défendue, de toutes nos forces. *Primum vivere, deinde philosophari...* Il n'en reste pas moins surprenant que si peu de critiques aient été émises à l'époque. On peut donc se poser légitimement la question de

savoir pourquoi ce débat n'a pas eu lieu, pourquoi la priorité clairement donnée à cette valeur a été si facilement acceptée.

Un des instruments qui a servi à produire cette unanimité sont les chiffres de contamination du coronavirus. Ils n'ont sans doute pas été les seuls, mais ils ont joué un rôle crucial dans l'acceptation de cette politique. D'abord, souvenons-nous à quel point les nombres ont été diffusés dans l'espace public. Alors que le confinement empêchait presque toute la population d'aller au travail, et donc de bénéficier des petites interactions rassurantes permettant d'échanger des avis, des opinions, de brèves informations, la presse et les réseaux sociaux faisaient tourner en boucle le dernier nombre de morts, de contaminés, dans tel ou tel pays, etc. Une mesure seulement établira la prolifération de nombres dans le débat public. Entre le 17 mars et le 1er mai, Jérôme Salomon, directeur général de la santé, a tenu 34 points presse diffusés sur les chaînes de télévision à une heure de grande écoute pour faire le point sur la situation sanitaire. Lors de ces interventions, qui ont duré 12 minutes en moyenne, il citait 54 chiffres en moyenne ! Plus de 4 chiffres à la minute ! (Peretti-Wattel, Alleaume, et Constance A paraître). Assurément, le gouvernement pensait par quantités !

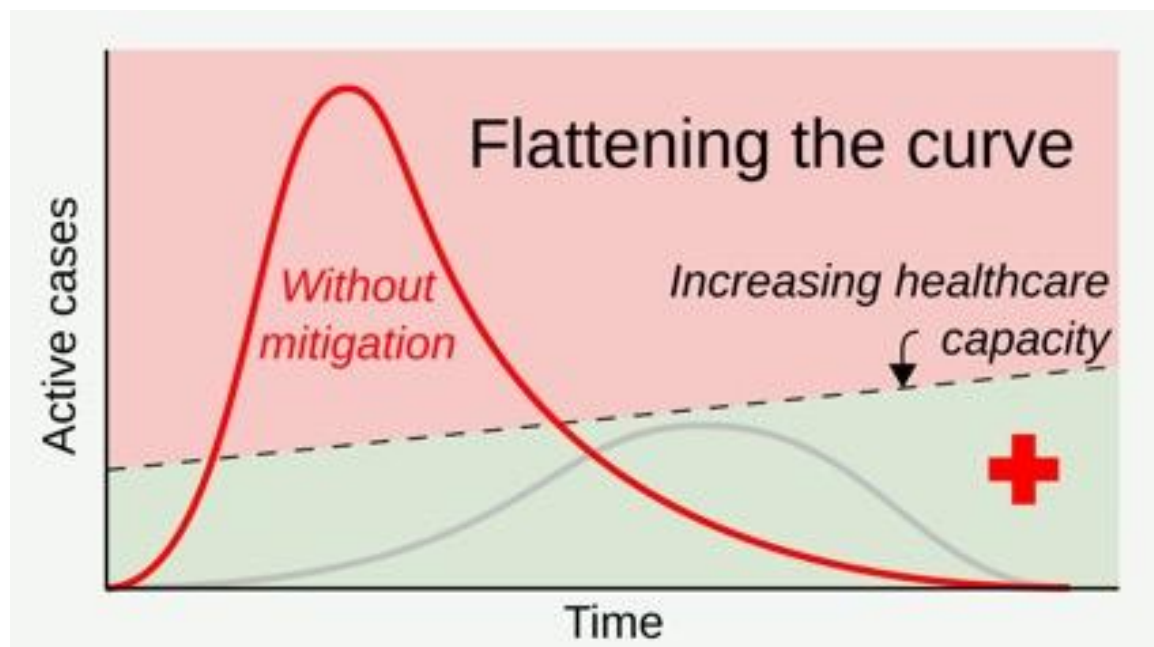
Ces chiffres, en particulier les principaux indicateurs de propagation de la maladie comme le nombre de personnes infectées, le nombre de personnes admises à l'hôpital, le nombre de personnes décédées, étaient produits (et le restent) par Santé publique France (qui a remplacé l'Institut national de veille sanitaire en 2016), organisme qui expose en peu de mots sa méthodologie : « Les informations sont transmises aux Agences régionales de Santé et aux cellules régionales de Santé publique France qui les saisissent à l'aide d'un outil de surveillance dédié, élaboré par l'OMS (GoData). Les cellules régionales recueillent également auprès des laboratoires hospitaliers de biologie médicale, le nombre de tests réalisés chaque jour et le nombre de tests positifs. Les données sont ensuite analysées au niveau national par Santé publique France³. »

Pourtant, ces chiffres, qui étaient les meilleurs que l'on puisse produire – il n'est pas question de remettre en cause les statisticiens qui s'y attelaient – étaient aussi, nécessairement, de approximations. En effet, pour connaître le nombre de morts du coronavirus, il faut établir la cause du décès. Or ce processus prend du temps. C'est le médecin qui constate la mort et en établit la cause, puis la transmet à un service de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale), le Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de Décès (CépiDc), qui centralise tous les bulletins de décès et les dénombre. Or ce processus, qui semble simple, est en fait long. Une voie électronique a été mise en place à l'issue de la canicule de 2003, mais le personnel ne s'en est pas encore emparé, et seuls 18% des médecins envoient leur constatation ainsi. De telle sorte que ce n'est que plusieurs mois en retard que l'on sait quelle a été la surmortalité due spécifiquement au Covid-19 à une date donnée, de la même façon d'ailleurs que pour les gripes saisonnières. Les chiffres que les journalistes assenaient chaque soir étaient donc inexacts. Alors, si les chiffres étaient inexacts, comment se fait-il qu'ils aient été répétés à l'envi ?

³ <https://www.santepubliquefrance.fr/dossiers/coronavirus-covid-19>

Ces chiffres permettent bien sûr aux gouvernements et aux opinions publiques de capturer les évolutions de la réalité épidémique. Mais, et c'est ce sur quoi nous voulons insister dans cet article, contrairement à ce qu'on laisse penser quand on insiste sur « l'objectivité » des chiffres, ils produisent en même temps les émotions participant à cette réalité. En particulier, ils sont intimement associés au climat de peur qui régnait alors.

D'abord, ils ont permis d'alerter le gouvernement sur les dangers qui pointaient. En mars 2020, l'Italie avait déjà été contaminée par le virus et la presse française rapportait largement l'engorgement des services hospitaliers qui y sévissait. Le ministre de la Santé Olivier Véran, plutôt que de s'appuyer sur les agences gouvernementales déjà établies, constitua un Conseil Scientifique dirigé par l'immunologiste Jean-François Delfraissy chargé de le conseiller face cette menace (Bergeron et al. 2020). Ce dernier, qui était aussi président du Conseil consultatif national d'éthique (CCNE) raconta dans ce cadre⁴ que les quelques premiers jours d'activité du Conseil ont consisté d'abord à convaincre l'Exécutif de la gravité de la pandémie. Le Conseil partagea son inquiétude avec le gouvernement au moyen de raisonnements reposant pour partie sur des exemples et des expériences d'engorgement des services rapportés par des hospitaliers, et pour partie sur des statistiques, sur lesquelles nous nous concentrerons ici. Si rien n'était fait, arguait-il, la courbe des personnes contaminées augmenterait exponentiellement, c'est-à-dire très rapidement (pour décroître ensuite aussi rapidement) et dépasserait très vite le nombre de personnes que le système hospitalier pouvait prendre en charge. Pour éviter cette situation, un confinement permettrait de diminuer le taux de contamination, donc ralentirait la croissance du nombre d'admission, qui resterait ainsi en dessous de la barre du nombre de lits disponibles.



⁴ Notes prises pendant de discours liminaire de J.-F. Delfraissy sur la situation sanitaire lors de la réunion plénière du Conseil Consultatif National d'Éthique (CCNE), dont je suis membre, du 01/07/2020.

Fig. 2 : Aplanir la courbe des admissions hospitalières.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Aplatir_la_courbe

La statistique permet ainsi de rendre visible un événement possible à venir : le moment où la courbe des admissions (ici en rouge) rencontrerait la droite des lits disponibles (ici en pointillés), ce qui engendrerait un dramatique embouteillage dans les hôpitaux que l'exécutif redoutait de devoir assumer politiquement. Ces statistiques construisaient ainsi le sentiment de peur ressenti par les décideurs et en même temps la politique du confinement qui permettait d'y répondre.

Notons que les données observées au fil du temps n'ont bien sûr pas toujours vérifié ce modèle (Maas et Morgan 2012). J.-F. Delfraissy raconte ainsi que, d'après les estimations du Conseil scientifique, le confinement devait permettre de voir s'inverser la courbe des hospitalisations le 9 avril. Pourtant, le 10 elle a continué à croître, provoquant une nouvelle vague d'angoisse au plus haut niveau de l'Etat. Heureusement, la courbe se stabilisa entre le 11 et le 12. Le modèle n'avait été qu'imprécis, non pas contredit par les faits, mais cela avait suffi à faire trembler l'exécutif.

D'autre part, les données ont aussi participé à effrayer le public. Premièrement, un des chiffres repris chaque soir au journal télévisé était le nombre de morts par jour en valeur absolue. Cette valeur, ajoutée aux chiffres de la veille, avait pour effet mécanique que le nombre total de morts ne faisait que croître. Ils montraient que la pandémie ne faisait que s'étendre, que toucher toujours plus de personnes. Deuxièmement, l'unité de ces chiffres était bien la personne individuelle, de telle sorte que chacun ou chacune pouvait sentir qu'il ou elle pourrait bien, personnellement, être l'un de ces morts recensés. Enfin troisièmement, le discours du DGS pendant ces premiers mois de pandémie a consisté à niveler le risque, c'est-à-dire à insister sur le risque encouru par toutes les catégories de population, même si le risque de mourir pour les moins de 30 ans restait (et restent) extrêmement faible. Ainsi, les chiffres faisaient-ils planer la mort dans les foyers et incitaient donc à respecter les consignes gouvernementales. Ces chiffres ont participé à produire une peur collective traduite par l'obéissante unanimité de la population face à la pandémie, comme le montre une enquête en population générale menée du 15 au 17 avril 2020, donc 1 mois après le confinement

« Une partie des Français a fini par ne plus vouloir suivre le décompte des morts, et par ailleurs ces données montrent aussi que le temps passé chaque jour à s'informer sur l'épidémie est un facteur très significativement associé aux insomnies et aux symptômes anxieux et dépressifs » (Peretti-Wattel, Alleaume, et Constance A paraître).

Ainsi, ces chiffres n'ont-ils pas été de simples instruments de rationalisation ni pour les gouvernants ni pour la population. Dans les deux cas, ils ont aussi été associés à un sentiment de peur, peur politique pour les dirigeants, peur personnelle pour tout le monde (car les gouvernants avaient aussi peur pour eux-mêmes, comme le montre par exemple l'émoi suscité par la mort du Covid de Patrick Devedjian en mars 2020). Comment comprendre cette articulation entre objectivation et émotion ?

Pour répondre à la question, nous pouvons suivre Marcus (2008) qui prolonge ici dans le champ politique les recherches des cognitivistes sur les émotions. La situation du Covid correspond parfaitement au cas où le « système de surveillance » d'un individu, constatant qu'il n'y a plus adéquation entre, d'une part, les conditions normales de ses actions planifiées et, de l'autre, les événements qu'il observe dans son environnement, arrête de se concentrer sur l'action en cours pour se rendre attentif à l'événement impromptu qui peut constituer une menace. Ici, un tel événement est ou bien la rencontre entre les courbes d'hospitalisation et la capacité de prise en charge, ou celui plus individuel de la possible admission en réanimation. Ces événements sortaient complètement des cours d'action auxquels chacun peut s'attendre, provoquaient donc une concentration sur ces faits. Or, ajoute Marcus, ces réorientations de l'attention provoquent de l'anxiété car l'impromptu est codé comme une menace. Le chiffre est donc à la source de l'angoisse.

Mais il est aussi plus que cela. Comme le démontre Reddy avec beaucoup de brio en s'appuyant autant sur les sciences cognitives que sur l'anthropologie (2001), la société offre toujours des ressources collectives pour exercer le contrôle de ses émotions. Il affirme d'ailleurs que l'existence de telles ressources est un invariant universel : si les émotions que nous éprouvons diffèrent grandement d'une société à l'autre au point même qu'il est impossible d'en circonscrire un petit nombre qui serait partagé partout, en revanche, toute société offre à ses membres des ressources permettant de les contrôler. Les émotions sont partout regardées comme « un domaine où l'on doit fournir des efforts très importants ; et la maîtrise émotionnelle, reconnue comme difficile et changeante, est grandement valorisée pour soi et admirée chez les autres. » (57)

Or les statistiques, en même temps qu'elles rendaient réels des événements anxiogènes, ont aussi joué ce rôle de contrôle émotionnel pendant le confinement. Comme elles constituent des séries, elles permettent de réinscrire les événements observés dans un plan d'action. Lorsque le nombre de cas d'hospitalisations observé a enfin correspondu au modèle qui avait motivé le confinement, le gouvernement a pu ressentir un soulagement. Dans la population, chacun a pu s'intéresser aux cofacteurs des contaminations ou des formes graves et faire ainsi un retour réflexif sur son propre cas et mieux maîtriser mentalement ses risques individuels. Les chiffres ont aussi permis de donner un sens à l'action et d'ouvrir à la réflexivité individuelle, deux caractéristiques des ressources offertes par la société pour sortir des états d'angoisse.

Ainsi, les chiffres mis en avant pendant le premier confinement portaient principalement sur les processus de contamination et leurs différents effets pouvant aller jusqu'à la mort. Ces chiffres ont joué un double rôle concernant les émotions. D'une part, ils ont participé à produire l'atmosphère angoissante de la pandémie. Ils ont donné de la réalité à des événements qui sortaient clairement du cadre de nos attentes habituelles, et à ce titre nous ont plongé dans l'anxiété ; mais cette angoisse a elle-même suscité la production d'encore plus de chiffres ayant servi de ressource pour reprendre le contrôle sur ces peurs en établissant de nouveaux plans et en nous aidant à analyser réflexivement la situation dans laquelle nous nous trouvions individuellement. Ces chiffres étaient donc très intimement, circulairement, liés à la peur. Mais d'autres statistiques, produites plus tard, et pour cause, ont été associés à un autre sentiment : l'espoir.

2. Les performances de la politique de vaccination.

Nous voudrions maintenant passer une année pour nous projeter au premier trimestre 2021. Fait absolument inouï dans l'histoire de la médecine, dans cet intervalle de temps, plusieurs vaccins contre la Covid ont été mis au point et rendus accessibles au public – Moderna et Pfizer/BioNTech étant les premiers. Ces vaccins seraient-ils la sortie de crise ? Le gouvernement en était convaincu, conforté en cela par le conseil scientifique qui, dans son avis du 11 mars 2021, qualifiait la campagne vaccinale « d'espoir majeur pour limiter l'impact voire résoudre en grande partie la pandémie Covid-19 »⁵. Une « course contre la montre » était ainsi engagée entre, d'une part, la vaccination de la population et, de l'autre, la pénétration du virus, spécialement d'un variant apparu pendant l'hiver dit « anglais ».

Le problème rencontré par le gouvernement était dès cette époque l'opposition passive des « anti-vaccins ». Au début 2021, une étude Ipsos avait montré que seuls 40% des Français accepteraient de se faire vacciner, ce qui faisait de la France la championne mondiale des réticents à l'inoculation⁶ et ne lui permettait pas d'atteindre l'immunité collective. Comment faire pour que la population accepte de se faire vacciner ?

Après avoir écarté l'option de la vaccination obligatoire⁷, remplacée par une demande d'expression de consentement avant inoculation, un des outils devenus hautement stratégique pour le gouvernement fut d'établir un objectif quantitatif de personnes vaccinées à une certaine date, objectif mesuré par l'indicateur du nombre quotidien de « personnes vaccinées ». Ce nouveau chiffre s'est imposé à partir du début de l'année 2021 dans le débat public : il était annoncé au journal télévisé, répercuté partout quotidiennement. Mais si ce tapage ressemblait à celui que faisait le nombre de morts (en moins omniprésent cependant), le fonctionnement et les effets sociaux de ce nouveau décompte étaient très différents du précédent. Alors que le nombre de morts dues au Covid-19 assombrissait chaque soir le premier confinement et incitait à se terrer, le nombre de vaccinés se mit à porter l'espoir ; il était censé participer à produire l'enthousiasme de la population pour l'option vaccinale.

Cette pratique consistant à se donner un objectif quantitatif pour gouverner non pas par la coercition mais en motivant les membres d'une organisation (Berns 2009) est inspiré des théories forgées pendant les années 1980 dans et pour les entreprises privées, en particulier le « reengineering » de Hammer et Champi (1993) et le « benchmarking » de Robert Camp (1989). Il n'a pénétré la sphère des organisations publique que dans les années 1990, par le biais du New Public Management dont un ouvrage de référence est celui d'Osborne et

⁵ https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/avis_conseil_scientifique_11_mars_2021.pdf

⁶ <https://www.ipsos.com/fr-fr/les-intentions-de-vaccination-des-francais-en-chute-de-14-points-depuis-octobre-dernier>

⁷ D'autres vaccins sont obligatoires en France, alors pourquoi pas ? La difficulté est qu'ici l'épidémie ne touche pas les nouveaux nés, comme pour les maladies à vaccination obligatoire, mais les personnes âgées. Il fallait alors répondre à des questions très délicates comme celle de savoir à partir de quel âge rendre le vaccin obligatoire ? Peut-on obliger les très jeunes enfants à se faire vacciner pour protéger les personnes âgées ? Le gouvernement a préféré ne pas avoir à trancher.

Gaebler (1992). L'idée est simple. Pour rendre la bureaucratie – devenue honnie à cette époque de crise de l'État-providence – plus efficace et productive, il fallait motiver les agents individuellement, trouver un moyen pour qu'ils s'engagent personnellement dans leur tâche, qu'ils deviennent proactifs et prennent des initiatives. Pour ce faire, un détour consistait à leur donner des objectifs chiffrés à atteindre (et à mettre en place toute l'infrastructure permettant de compter et de juger des résultats individuels).

Pourquoi des objectifs chiffrés ? Pour deux raisons. La première est que – pour parler l'anglais natif de ces raisonnements : *what gets measured gets done*, autrement dit, « ce qui est mesuré est accompli ». En effet, la mesure force à définir précisément l'objectif visé et donc encadre mieux l'action. Deuxièmement, si l'on mesure quantitativement les performances, alors il est facile de constater que l'objectif n'a pas été atteint. On peut alors moquer, humilier (on dit en anglais *to shame*) celui qui le porte. Éviter cette sanction est une grande motivation pour s'efforcer d'atteindre ses objectifs. L'espoir associé à cette technique est donc de susciter l'engagement des individus, leur participation active à la réalisation de l'objectif quantitatif.

Le recours à ces outils par le gouvernement, qui ne proviennent ni du Conseil Scientifique⁸, ni du Conseil d'orientation et d'orientation vaccinal⁹, s'explique par le fait que quatre cabinets de conseil en communication avaient été recrutés par le gouvernement pour réfléchir à sa politique vaccinale, dont le célèbre cabinet McKinsey qui semble avoir effectivement suggéré la technique des « benchmarks » (dans leurs propres termes) au gouvernement¹⁰. L'ambition était « volontariste », au sens où ils devaient engendrer « un effet d'entraînement »¹¹ et visait aussi, tout aussi important, à montrer que le gouvernement pouvait « rattraper les autres pays européens »¹² et « faire aussi bien que ses voisins »¹³.

Mais ces pratiques, longuement étudiées sociologiquement (Bruno et Didier 2013), y compris sous le rapport des « attachements émotionnels » qu'ils provoquent (W. Espeland 2016), sont utilisées principalement dans un cadre privé, souvent à l'abri du regard public, telles une cuisine interne. Une expérience new yorkaise des années 1980 ayant consisté à évaluer les commissaires de police en public devant les édiles de leur arrondissement et qui a très tôt tourné court car insupportable pour ceux qui étaient évalués démontre clairement son caractère habituellement discret (E. Didier 2018). Dans le cas de la covid, le *benchmarking* a été utilisé par le gouvernement comme politique publique, aux yeux de tous, et visant à mobiliser le plus largement possible. Comment cette technique propre aux organisations a-t-elle donc été transposées à une politique publique ?

⁸ Entretien avec JF Delfraissy, le 10/09/2021.

⁹ Entretien avec Patrick Peretti-Watel qui en est membre le 22/09/2021

¹⁰ https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2021/02/05/de-la-creation-d-en-marche-a-la-campagne-de-vaccination-mckinsey-un-cabinet-dans-les-pas-de-macron_6068833_4500055.html

¹¹ Entretien avec JF Delfraissy, le 10/09/2021.

¹² Entretien avec Patrick Peretti-Watel le 22/09/2021

¹³ Entretien avec JF Delfraissy, le 10/09/2021.

Le *benchmarking* fut placés au cœur de ce que Blondiaux et Traïni (2018) appellent un « dispositif de participation citoyenne » c'est-à-dire une ensemble d'éléments hétérogènes articulés les uns aux autres de façon à susciter l'engagement du public dans la politique visée. Parmi ces éléments, on en mentionnera quatre.

Premièrement, le gouvernement fixa effectivement des objectifs chiffrés à atteindre. Pourtant, la grande différence avec le modèle classique est qu'il se soumettait lui-même à ses propres objectifs, alors qu'habituellement, les dirigeants laissent les subordonnés agir avec les mains libres pour ensuite pouvoir endosser seul le rôle de l'évaluateur, qui, *in fine*, constate, souvent au cours d'un véritable rituel statistique, si oui ou non l'objectif a été atteint (et sanctionne les agents en conséquence, positivement ou négativement) (Emmanuel Didier 2011). Dans le cas présent, le public a assisté au spectacle d'un gouvernement qui se *benchmarkait* et s'évaluait lui-même en même temps.

Un des effets immédiats de cette organisation est que le gouvernement a changé ses objectifs en fonction des difficultés qu'il rencontrait, parfois dans la même journée. Ainsi, fin décembre 2020, le Premier ministre Jean Castex fixa l'objectif d'atteindre 15 millions de personnes vaccinées en mars 2021. Mais cet objectif est apparu de plus en plus inatteignable. Après de multiples revirements et changement de chiffre, le ministre de la Santé déclara le 21 janvier 2021 « Le gouvernement table sur 4 millions de personnes [vaccinées] fin février, 9 millions fin mars, 20 millions fin avril, 30 millions fin mai, 43 millions fin juin, 57 millions fin juillet et 70 millions fin août. »¹⁴.

On peut ici suivre les remarques d'Espeland (2016) concernant les « attachements émotionnels » associés aux objectifs quantifiés et remarquer que de telles hésitations n'ont pas manqué de provoquer chez le public des émotions comme le cynisme et l'ironie. Se fixer à soi-même un objectif, mais le changer au vu et au su de tous en fonction des difficultés rencontrées ne laisse pas indifférent. On peut capturer ce sentiment ironique par la moquerie conclusive de l'article de France Info cité en note, qui rappelle qu'il n'y a que 67 millions de Français et qu'il sera donc difficile d'en vacciner 70 millions ! Symétriquement, les membres du gouvernement ne peuvent pas manquer d'avoir ressenti au moins de la gêne, sinon de la honte, comme le pointe Espeland sur d'autres exemples de tels errements. Mais nous ne pouvons pas le prouver empiriquement car les dirigeants ne livrent ces sentiments qu'exceptionnellement en public, ce qui n'a pas été le cas ici (Le Bart 2018)

Deuxième élément de ce dispositif de participation : le site CovidTracker. Ce site est l'initiative privée d'un jeune homme spécialiste de « big data », Guillaume Rozier, qui rencontra un succès public absolument immense et inattendu en mettant en forme et en publiant les données trop abscondes produites par Santé Public France. Etant donné le succès du site, le gouvernement décida de lui transférer les premières données de vaccination en exclusivité, sans même les publier sur le site de la direction officielle. Elles furent ensuite ouvertes en « open data ». Ce site, dont l'indépendance ne faisait pas de doute même s'il ne faisait que retraiter les données officielles, permit au grand public de suivre au jour le jour et

¹⁴ https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/vaccin/covid-19-le-gouvernement-tient-il-les-objectifs-de-vaccination-qu-il-se-fixe_4321043.html

facilement les avancées quantitatives de la politique de vaccination¹⁵. Son succès montre à soi seul l'espoir provoqué par la politique vaccinale.

Troisième élément, pour motiver la population à se faire vacciner, il fallait aussi motiver ceux qui étaient susceptibles de la vacciner à participer eux aussi au mouvement. Plusieurs méthodes furent mises au point mais la principale a été d'établir une liste large de professions autorisées à vacciner (étaient inclus les étudiants en médecine) et surtout d'organiser une infrastructure permettant de les rémunérer pour les attirer¹⁶.

Enfin, quatrième élément du dispositif de participation : la compétition avec les pays comparables. Le pourcentage de personnes vaccinées semble être une unité simple qui ne dépend pas des spécificités nationales. Ce n'est pas vrai, de nombreuses spécificités nationales rendaient les comparaisons techniquement invalides (certains comptaient les primo-vaccinés, d'autres ceux qui avaient été vaccinés deux fois ; certains comptaient les vaccins délivrés à l'hôpital, d'autres dans tous les centres de vaccination possibles, etc.) Mais peu important alors, car ce qui compte est d'entrer en compétition. De fait, les comparaisons avec Israël ont été très nombreuses parce que leurs taux ont crû bien plus vite que les nôtres. De même la comparaison avec l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie étaient incessantes. La raison en est que la compétition est un puissant facteur d'entraînement collectif – au même titre d'ailleurs que le recours au vocabulaire martial de la « guerre » du Président Macron.

Ce dispositif de participation (composé des quatre éléments : objectif quantitatif, diffusion citoyenne de l'information, enrôlement des professionnels de santé et compétition internationale, plus bien d'autres encore) avait pour fonction de créer ce que Marcus (2008) appelle de l'enthousiasme mais qui nous semble mieux décrit comme de l'espoir. Pour lui, le cerveau possède un autre système émotionnel en plus du système de surveillance appelé le « système des disposition » qui permet de suivre ses habitudes. Ce système capte toutes les informations du milieu grâce auquel l'individu reconnaît son environnement, il a accès à la mémoire procédurale et permet ainsi de réutiliser des comportements appris, de répéter des gestes déjà effectués. Or, chaque petite étape de ces comportements, si elle est réalisée avec succès, produit une émotion appelée l'enthousiasme, car il est agréable de réaliser un petit mouvement produisant peu à peu un geste plus général. Plus ce geste général est collectif, donc plus il est ample et concerne d'individus, plus l'enthousiasme augmente. Pour rallier à une cause, les gouvernants ne doivent donc pas seulement persuader la population du caractère juste ou noble de cette cause, ils doivent savoir créer l'enthousiasme de la population.

Or les variations d'un indicateur statistique, si elles vont dans le bon sens, jouent particulièrement bien ce rôle. L'indicateur lui-même, une fois établi, désigne un objectif à atteindre : ici protéger la population grâce à sa vaccination généralisée ; et ses évolutions sont une sorte d'habitude collective, désignant la répétition de l'entité « vaccination »,

¹⁵ https://www.lepoint.fr/high-tech-internet/covidtracker-guillaume-rozier-l-homme-qui-traque-le-covid-16-01-2021-2409846_47.php

¹⁶ <https://www.ameli.fr/seine-saint-denis/medecin/actualites/vaccination-covid-19-remuneration-du-professionnel-de-sante-replacant-retraite-ou-etudiant>

représentant un progrès vers l'objectif. Lorsque l'indicateur croît, un geste a été réitéré par autant d'individus, qui se rallient donc à la cause. L'observateur est alors incité à souhaiter éprouver ce même sentiment de succès. Heurtin montre très bien dans un article sur le Téléthon (2009), comme celui-ci fonctionne autour d'un gigantesque dispositif de participation au cœur duquel se trouve le compteur des promesses de dons. De très nombreuses activités permettent à tous et à chacun de participer selon ses possibilités à l'enthousiasme collectif (faire la plus grande tarte du monde, la course en sac la plus rapide, etc.), et la participation est rendue visible par de petites progressions du compteur, dont chacune est l'occasion d'une joie nouvelle engendrant à son tour plus de participation. Le compteur symbolise la mobilisation vers le geste global – la lutte contre les myopathies - et chaque petite progression provoquent, dans un cercle vertueux, ralliement et enthousiasme.

Le fonctionnement d'un indicateur est donc différent dans le cadre d'une politique publique et dans une organisation. En effet, dans ce second cas plus classique (qui peut concerner une organisation privée ou publique, comme le montre le cas de la police), l'indicateur a pour fonction d'inciter les agents à réaliser des unités : placer un photocopieur de plus, procéder à une arrestation supplémentaire, de sorte qu'*ipso facto*, ils sont censés participer à la politique globale de l'organisation. L'objectif produit des actions, qui vont dans le sens d'une cause commune. Dans le cadre public, l'indicateur participe à créer de l'espoir afin de mobiliser la population pour une cause commune, ici protéger la population contre le virus au moyen de l'option vaccinale, espoir dont on peut espérer qu'en découleront, presque mécaniquement, des actions individuelles allant dans ce sens, comme la vaccination (ou la promesse de don)¹⁷. L'émotion produit de la mobilisation qui, à son tour, engendre une action (Traïni 2009).

Précisons tout de suite que, de même que dans les organisations on observe de nombreux effets pervers causés par le *benchmarking*, en particulier la triche qui consiste à réinterpréter localement l'indicateur de façon à le faire progresser sans pour autant servir l'objectif général de l'organisation (E. Didier 2018), de même la politique publique peut rencontrer de très sérieuses difficultés à susciter l'enthousiasme. Ainsi, il était particulièrement dommageable d'avoir tant hésité initialement sur la valeur de l'objectif à atteindre car cela laissait penser qu'il serait très difficile d'y parvenir. Or les réserves ou les aveux de difficultés sont particulièrement aptes à doucher fortement l'espoir. De très nombreux autres obstacles sont sans cesse venus s'opposer à la production d'un espoir collectif, en particulier les difficultés rencontrées par le gouvernement à se faire livrer les vaccins puis les mouvements « anti-vaccin » organisant des manifestations publiques.

Ainsi, la politique vaccinale a-t-elle reposé sur un dispositif de mobilisation organisé autour d'un indicateur statistique : le nombre de personnes vaccinées. Sa fonction était de produire de l'espoir, tel que défini ici, pour la politique publique choisie par le gouvernement – si autant de personnes se font vacciner, alors nous atteindrons bel et bien une protection

¹⁷ Cette action finale peut être analysée au moyen de la théorie des émotions de l'interactionnisme symbolique selon Turner et Stets (2006). L'acteur s'efforce de rendre son « self » cohérent, et toute démarche progressant dans le sens de cette cohérence engendre de la satisfaction. L'enthousiasme est donc complété par la satisfaction de se sentir auto-cohérent en se faisant soi-même vacciner.

collective contre le virus -, ce qui devait avoir comme conséquence d'inciter chacun à se faire vacciner. Cette méthode semble avoir rencontré le succès. Fin août 2021, *Le Monde* titrait « Soulagement pour l'exécutif, l'objectif de 50 millions de primovaccinés pour la fin de l'été [2021], fixé par le premier ministre le 21 juillet, sera atteint »¹⁸ (d'où il apparaît d'ailleurs aussi que le gouvernement a encore changé d'objectif pendant l'année).

Jusqu'ici, nos analyses sur les liens entre statistique et émotion ont porté sur des instruments de politique publique. Nous avons donc laissé assez largement dans l'ombre les réactions émotionnelles effectivement exprimés par les citoyens. Nous voudrions dans une troisième partie changer de perspective et observer maintenant directement les « attachements sentimentaux » que ces derniers associent aux statistiques.

3. 100 000 morts.

Le 15 avril 2021, *Le Monde* faisait sa Une sur un chiffre : la France venait d'atteindre le seuil des 100 000 morts du Covid. En arrière fond du texte, un graphique représentait, en fonction du temps, un point pour chacune de ces personnes mortes du Covid-19, dans un Ehpad ou dans un hôpital depuis février 2020, en France. « *Il était important pour nous que toutes les victimes aient une présence graphique. C'est notre manière de suggérer en même temps l'anonymat de tous ces décès et l'hécatombe que cela représente pour le pays* », résume Léa Sanchez, journaliste au service Décodeurs. En d'autres termes, ce nombre était un symbole célébrant un funeste événement, et synthétisant les douleurs traversées par le pays. Comment ce troisième type de nombre fonctionne-t-il ?

¹⁸ https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/08/30/pres-de-50-millions-de-francais-primovaccines-a-la-fin-de-l-ete-le-pari-gagne-d-emmanuel-macron_6092727_823448.html



Fig. 3 : Une du *Monde* daté du 15 avril 2021.

Pour le comprendre, nous utiliserons un nouveau type de données. Parallèlement à la Une, *Le Monde* ouvrit un *chat* sur son site permettant à ses lecteurs de commenter cet événement en direct. En effet, *Le Monde*, une autorité quasiment institutionnelle dans le paysage de la presse française (Chatelain 1962), s'est doté en 2009 d'un service de vérificateurs de faits (*fact checkers*) (Bigot 2019). Il participait ainsi à un mouvement initié aux Etats-Unis (Graves 2016) et, en France, par le journal *Libération*. Très vite, ce service a rempli trois fonctions distinctes : vérifier les faits avancés par les acteurs politiques ; établir les faits concernant les nouvelles et les rumeurs circulant sur internet ; répondre aux interrogations exprimées en ligne par les abonnés¹⁹. Les Décodeurs constituent ainsi à l'intérieur du journal le fer de lance d'une politique générale consistant à établir une relation plus égalitaire et horizontale avec le lectorat, comme ce fut le cas ici. Les lecteurs ont pu intervenir pour commenter ce nombre. Ces interventions publiques nous permettent d'observer comment ils associent un nombre à des émotions.

Certes, le lectorat du Monde a des caractéristiques socio-démographiques spécifiques (et assez bien connues : plus âgé, diplômé et masculin que la moyenne²⁰), qui le distingue de la population entière. De plus, nous ne pouvons pas spécifier socio-démographiquement les auteurs car les messages ne sont associés à aucune autre information que le pseudonyme du rédacteur. Mais l'objectif ici n'est pas de produire une analyse *représentative* des sentiments

¹⁹ Entretien avec Jonathan Parienté, chef du service des Décodeurs, le 25/11/2020

²⁰ Voir par exemple : <https://www.acpm.fr/Support/le-monde>

associés à un nombre de mort. Il est plus restreint : il consiste à mettre en évidence une modalité supplémentaire d'articulation entre nombres et émotions.

Précisons que nous restons bien dans le cadre politique fixé initialement. Le fait que nos données empiriques proviennent d'un journal d'information ne le contredit pas. En effet, si l'on trace à gros traits la marbrure de ce 100 000, c'est-à-dire son parcours social (Emmanuel Didier 2021), on découvre assez rapidement qu'il provient pas du site CovidTracker, qui ne mentionne pas la barre des 100 000 et qui ne représente d'ailleurs pas le total cumulé des décès depuis la pandémie, mais du site de Santé Public France, lequel ne fait cependant aucune mise en scène pour ce seuil, se contentant de publier ses compteurs exactement comme d'habitude.



Fig. 4 : Capture d'écran du site de Santé Publique France le 15 avril 2021. Source <https://www.santepubliquefrance.fr/dossiers/coronavirus-covid-19/coronavirus-chiffres-cles-et-evolution-de-la-covid-19-en-france-et-dans-le-monde>

La source de ce nombre est donc l'administration publique et est produit selon les méthodes analysées en première partie. Puis il a été rendu public par le journal. Enfin, fait qui n'est pas courant, il a même été commenté sur Twitter le jour même par le président de la République qui écrit :

« Depuis le début de la pandémie, 100 000 Françaises et Français ont succombé au virus. Nous avons tous une pensée pour leurs familles, leurs proches, pour les enfants qui ont perdu un parent ou un grand-parent, les fratries endeuillées, les amitiés fauchées. Et si toute notre énergie est aujourd'hui tournée vers la sortie de cette épreuve, nous n'oublierons aucun visage, aucun nom. »

L'importance du passage de ce seuil a donc été confirmée politiquement, d'ailleurs sous un mode clairement pathétique. Nous restons donc en terrain politique en analysant les résonnances émotionnelles de ce chiffre.

Les données dont nous disposons sont extraites du *live* organisé par le Monde entre 9h30 et 19h00. 43 messages envoyés par les lecteurs ont été publiés. Notons que deux intervenantes ont été invitées pour enrichir les réponses des journalistes (et donc susciter des questions) : A 14 heures, France Cottin, psychothérapeute spécialisée dans le traumatisme et à 17 h 30, Marie de Hennezel, écrivaine et psychanalyste, autrice en 2020 de *L'Adieu interdit*. Nous avons, à de nombreuses reprises, demandé à ce que le journal nous transmette l'ensemble des questions envoyées, mais sans succès. Le corpus publié n'est pas assez important pour gagner à être analysé statistiquement. En particulier, on peut regretter que la méthode apparue récemment du « Sentiment analysis » qui distingue les tonalités positives et négatives de chaque message sur un indicateur allant de -10 à 10 ne donne rien d'intéressant sur nos données. Mais il reste intéressant de les analyser à la main.

Nous constatons alors que quatre grands ensembles d'émotions peuvent être distinguées dans les interventions.

3.1 – Le nombre fait peur.

Conformément à nos analyses de la première partie, le nombre de morts engendre la peur. On a peur pour soi : « Je suis étudiant et pour moi cette situation est dure [et engendre] une ambiance anxieuse » ; « j'ai d'énormes angoisses concernant le Covid-19 ainsi qu'une peur panique d'être hospitalisée / en réanimation » ; « bonjour, j'ai peur de mourir ». On a peur aussi pour les autres « craindre la contamination puis la mort des proches, voilà un sentiment qui existe » ; « la crainte pour ses proches et le fatalisme économique et social ambiant ». Enfin, on dénonce le fait que la publication de ce nombre puisse faire peur aux autres « 100 000 morts ... mais quelle surmortalité ? Parce que sinon, c'est juste un peu anxieux » « Pourquoi faire peur avec 100 000 du Covid alors qu'il y a en France chaque année environ 650 000 morts ? »

3.2 – Le nombre endeuille

Le nombre rappelle une personne morte pendant la crise et provoque ainsi plusieurs émotions liées au deuil. D'abord la souffrance : « le deuil ambiant permanent qu'ont à vivre toutes les familles me poursuit chaque jour » ; « ce qui s'est passé pour ma part fut d'une violence extrême » ; « Bonjour, une contamination intrafamiliale : sur 4 personnes touchées une est décédée dans des circonstances horribles. ». Ensuite d'autres s'inquiètent de savoir si leur proche à eux est représenté dans ce décompte : « Mon grand-père est mort récemment des suites de la covid. [...] Va-t-il être compté dans les victimes de la pandémie ? » ; « Aujourd'hui en France on n'a pas le droit de mourir du Covid. Mais d'une autre maladie ? Pas de problème... ». Certains se sentent coupables d'avoir pu transmettre le virus « Avons-nous une responsabilité ? Sommes-nous coupables de ces décès ? » ; « Comment surmonter cette culpabilité. Nous l'avons contaminée et en plus nous n'avons pas su être suffisamment réactifs pour la sauver ». Enfin, la prostration, l'apathie, la déprime peuvent gagner les personnes en deuil ou qui le ressentent. « Comment éviter d'être gagné par la déprime ? » ; « Ma réaction devant le nombre de cas de morts du Covid-19 est

totale­ment apathique et désintéressée. Pensez-vous que la pandémie nous ait enlevé notre humanité ? » ; « j'ai perdu toute motivation, je me sens fatiguée, triste, après un an de télétravail à subir les mesures du confinement » ; ce sentiment d'apathie peut aussi constituer une protection « ma psychiatre me conseille régulièrement de ne plus écouter ni regarder et me mettre à distance ».

3.3 – Le nombre engendre de la colère.

Cette colère peut provenir du fait que la société n'a pas protégé ou au contraire a contaminé un être cher : « Mon père est mort du Covid qu'il a attrapé à l'hôpital au cours d'une hospitalisation qui n'avait rien à voir. Je n'arrive pas à accepter cette situation et je ressens beaucoup de colère ». Mais la principale colère provient du constat que d'autres puissent être indifférent à la situation : « Comment perdre 300 à 400 personnes par jour en France, l'équivalent d'un crash d'avion, a-t-il pu se normaliser au point que cela n'émeuve plus personne ? » ; « Je suis stupéfaite que depuis le début de cette pandémie, les gens fragiles, les gros, les malades, les vieux peuvent mourir dans une telle indifférence » ; « Je travaille en établissement médico-social, je ne sens en première ligne, et je commence à avoir du ressentiment envers les gens qui bafouent les règles ».

3.4 – Le nombre suscite le désir de rendre hommage.

Pour finir, un dernier sentiment mérite d'être pointé car, bien, qu'il soit minoritaire, il est très différent des précédents. Ce sentiment est la fidélité et le dévouement à ceux qui ont perdu la vie et le besoin de leur rendre hommage. « Le Président de la République envisage-t-il de s'adresser aux français dans une allocution solennelle pour évoquer les 100 000 morts ? » ; « Bonjour, y a-t-il des précédents historiques d'hommage nationaux pour les morts d'une épidémie ? » « Ne pas pouvoir rendre hommage aux défunts et soutenir moralement / physiquement les proches est une épreuve dans l'épreuve ».

Ainsi, le nombre de 100 000 morts suscite-t-il l'expression d'un grand nombre de sentiments. Si la peur, comme nous l'avons analysé en première partie à propos de l'indicateur et non de ses valeurs, en fait partie, le fait de s'intéresser aux destinataires de la politique publique permet de constater l'expression du deuil (qui est lui-même un sentiment très complexe), de la colère et de l'hommage.

Comment les émotions sont-elles articulées à ce nombre ? Le fait est que 100 000 n'est pas n'importe quel nombre. Au contraire, c'est un nombre rond, un nombre grand, un seuil. En ceci il diffère des indicateurs et des objectifs que nous avons jusqu'ici étudiés dont la valeur évolue. Ici il s'agit d'une quantité déterminée. Ce nombre opère comme une icône de la pandémie, pour reprendre le terme utilisé par Oren Stier (2016) lorsqu'il analyse la puissance du nombre 6 millions qui représente le nombre de victimes de la Shoah ou comme un symbole, terme que nous préférons.

Ce symbole permet de rassembler en un collectif les milliers de morts éparpillés – d'où la crainte exprimée par certains contributeurs que telle personne ne soit pas comptée - tout en produisant une égalité parfaite entre ceux qui sont comptés : chacun est représenté, mais aucun n'est distingué. Il peut aussi susciter la colère, comme l'ont exprimé nos internautes, qui va parfois jusqu'au désir de vengeance des victimes comme certains sionistes le

proposaient au sortir de la guerre (Oren Stier 2016, 35). Enfin, comme le montre brillamment Zerubavel (2016) à propos de toponymes israéliens construits avec des nombres (par exemple rue des Quatre, place des Trois, rue des 23 marins, etc.), il permet de commémorer ces morts, de leur faire une place mnémonique, comme l'espèrent certains contributeurs de notre corpus et comme le fit le Président avec son twitt. Ce nombre montre ainsi la variété des émotions attachées aux symboles.

On remarquera pour finir que ce nombre symbolique entretient une relation complexe à la précision. *Le Monde* reconnaît en effet très explicitement qu'il n'est pas tout à fait exact car il ne compte pas les morts à domiciles – qui ne peuvent être agrégés qu'avec retard. Ce faisant, le journal montre bien que cette question se pose. Mais il la juge secondaire au regard des attachements affectifs que ce chiffre permet de synthétiser. Ce qui compte avant tout est de marquer le coup. Comme l'écrit Porter, la précision « n'est pas une alternative, mais un complément, des comptes portant sur les individus, les communautés et les familles qui ont souffert » (2016, 224). La précision n'est pas centrale, mais elle ajoute à la force du symbole.

Ainsi certains nombres peuvent devenir des symboles d'événements auxquels le public peut attacher de nombreuses émotions, comme la peur, le deuil, la colère et la fidélité qui permet de constituer un collectif égalitaire de victimes. Pour finir, on pourra se demander pourquoi ce nombre de mort n'a pas du tout renvoyé à la question des vaccins et de la protection, qui reste donc complètement distincte. La raison en est sans doute que poser la question de la protection des vivants pourrait sembler choquante lorsqu'on est occupé par le deuil dus aux morts.

Conclusion

La littérature sur les puissances du nombre comme instrument de gouvernement est maintenant très riche et très variée. Mais elle reste, selon nous, parcellaire parce qu'elle se concentre presque toujours sur les propriétés rationnelles de la quantification. Nous avons voulu montrer ici que le gouvernement par les nombre est aussi indissociablement un gouvernement par les sentiments. Dans aucun des trois exemples avancés cognition et affects ne s'opposent. Au contraire, nous avons pu voir qu'elles s'articulent l'une à l'autre de façon extrêmement subtile : le nombre fait surgir l'émotion puis permet de la contrôler ; il participe à produire en même temps l'espoir de la sortie de crise et le chemin qui y mènera ; il peut constituer un symbole qui est d'autant plus fort qu'il est précis. En terrain politique, nombre tient la raison et les émotions chacun par une main.

Comment s'en étonner quand on se souvient de la leçon d'Alain Desrosières qui avait montré que les nombre « font tenir » la société (2000) ; ils en sont une des briques fondamentales qui lui donnent sa consistance (Emmanuel Didier 2009). Or la pandémie a violemment secoué plusieurs fondements de nos liens sociaux, elle nous a isolés, nous a contaminés, nous a immobilisés. L'objectif politique le plus général que nous devons collectivement atteindre était de reconstituer ce qui avait été affaibli. Il fallait refaire société. Mais quelle société pourrait tenir sans émotions ? Celles-ci sont essentielles pour nous aider à nous protéger, à choisir nos buts, à rendre hommage à la mémoire de nos anciens. Les

nombres n'en sont pas séparés, au contraire, ils les ont impliquées dans le vaste agrégat social en les articulant à la rationalité.

Bibliographie

- Bergeron, Henri, Olivier Borraz, Patrick Castel, et François Dedieu. 2020. « Covid-19 : une crise organisationnelle ». Texte imprimé. Presses de Sciences Po (Paris). 2020.
<http://catalogue.bnf.fr>.
- Berns, Thomas. 2009. *Gouverner sans gouverner : une archéologie politique de la statistique*. Paris: PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE - PUF.
- Bigot, Laurent. 2019. *Fact-checking vs fake news: vérifier pour mieux informer*. Études et controverses. Bry-sur-Marne: INA.
- Blondiaux, Loïc, et Christophe Traïni, éd. 2018. *La démocratie des émotions : dispositifs participatifs et gouvernabilité des affects*. 1 vol. Paris: Sciences po les presses.
- Bruno, Isabelle, et Emmanuel Didier. 2013. *Benchmarking: l'État sous pression statistique*. Zones (Paris, France). Paris: Découverte.
- Camp, Robert C. 1989. *Benchmarking: the search for industry best practices that lead to superior performance*. Milwaukee, Wis. : White Plains, N.Y: Quality Press ; Quality Resources.
- Chatelain, Abel. 1962. *Le Monde et ses lecteurs sous la IVe République*. Collection Kiosque 18. Paris: AColin.
- Desrosières, Alain. 2000a. *La politique des grands nombres : histoire de la raison statistique*. La découverte-poche. Paris: la Découverte.
<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb37205012w>.
- Desrosières, Alain (1940-2013). 2000b. « La politique des grands nombres : histoire de la raison statistique / Alain Desrosières ». Texte imprimé. 2000.
<http://catalogue.bnf.fr/servlet/ListeNotices?host=catalogue>.
- Didier, E. 2018. « Globalization of Quantitative Policing: Between Management and Statactivism ». *Annual Review of Sociology* 44 (1): 515–534.
<https://doi.org/10.1146/annurev-soc-060116-053308>.
- Didier, Emmanuel. 2009. *En quoi consiste l'Amérique ? Les statistiques, le New Deal et la démocratie*. 1 vol. Textes à l'appui. Paris: Éd. la Découverte.
- . 2011. « L'État néolibéral ment-il ? » *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, n° 57 (septembre): 66- 81.
- . 2021. *Quantitative marbling: New Conceptual Tools for the Socio-History of Quantification*. Amo Lectures 7. Halle (Saale): Martin Luther Universität.
- Espeland, Wendy. 2016. « Reverse Engineering and Emotional Attachments as Mechanisms Mediating the Effects of Quantification ». *Historical Social Research / Historische Sozialforschung* 41 (2 (156)): 280- 304.
- Espeland, Wendy Nelson. 1998. *The Struggle for Water: Politics, Rationality, and Identity in the American Southwest*. Language and Legal Discourse. Chicago: University of Chicago Press.
- Graves, Lucas. 2016. *Deciding What's True: The Rise of Political Fact-Checking in American Journalism*. New York: Columbia University Press.
- Hammer, Michael, et James Champy. 1993. *Reengineering the corporation: a manifesto for business revolution*. 1st ed. New York: Harper Business.
- Heurtin, Jean-Philippe. 2009. « L'enthousiasme du Téléthon ». In *Émotions... mobilisation !*,

édité par Christophe Traïni, 97- 117. Paris: les Presses de Sciences Po.

Le Bart, Christian. 2018. *Les émotions du pouvoir: larmes, rires, colères des politiques*. Individu et société. Paris: Armand Colin Editions.

Maas, Harro, et Mary Morgan. 2012. « Observation and Observing in Economics ». *History of Political Economy* 44 (supplement): 1–24. <https://doi.org/10.1215/00182702-1631761>.

Marcus, George E. 2008. *Le citoyen sentimental : émotions et politique en démocratie*. Traduit par Bruno Poncharal. 1 vol. [Collection académique. Paris: Presses de Sciences Po.

Oren Stier, Baruch. 2016. « Six Million: The Numerical Icon of the Holocaust ». In *Taking Stock: Cultures of Enumeration in Contemporary Jewish Life*, édité par Deborah Dash Moore et Michal Kravel-Tovi, 29- 46. Modern Jewish Experience (Bloomington, Ind.). Bloomington, Indiana ; Indianapolis, Indiana: Indiana University Press.

Osborne, David, et Ted Gaebler. 1992. *Reinventing government: how the entrepreneurial spirit is transforming the public sector*. Reading, Mass: Addison-Wesley Pub. Co.

Peretti-Wattel, Patrick, Caroline Alleaume, et Jean Constance. A paraître. « Traitement médiatique des morts de la Covid-19 : entre avalanche de chiffres et récits de vie ». *Statistique et Société* 10 (1).

Porter, Theodore M. 1995. *Trust in numbers: the pursuit of objectivity in science and public life*. Princeton, N.J: Princeton University Press.

———. 2016. « Postscript: Balancing Accounts: Commemoration and Commensuration ». In *Taking Stock: Cultures of Enumeration in Contemporary Jewish Life*, édité par Michal Kravel-Tovi et Deborah Dash Moore, 219- 30. Bloomington: Indiana University Press.

Reddy, William M. 2001. *The Navigation of Feeling: A Framework for the History of Emotions*. Cambridge, U.K. ; New York: Cambridge University Press.

Stapleford, Thomas A. 2009. *The Cost of Living in America: A Political History of Economic Statistics, 1880-2000*. Cambridge, [UK] ; New York: Cambridge University Press.

Traïni, Christophe. 2009. *Emotions... mobilisation! Sociétés en mouvement* (Fondation nationale des sciences politiques). Paris: Presses de Sciences Po.

Turner, Jonathan H., et Jan E. Stets. 2006. « Sociological Theories of Human Emotions ». *Annual Review of Sociology* 32: 25- 52.

Zerubavel, Yael. 2016. « Putting Numbers into Space: Place Names, Collective Remembrance and Forgettign in Israeli Culture ». In *Taking Stock: Cultures of Enumeration in Contemporary Jewish Life*, édité par Deborah Dash Moore et Michal Kravel-Tovi, 69- 92. Modern Jewish Experience (Bloomington, Ind.). Bloomington, Indiana ; Indianapolis, Indiana: Indiana University Press.